

Arrêté temporaire n°223-2025-COU
Portant réglementation du stationnement

GRAND RUE (D2)

Le Maire de Valence-en-Poitou,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,

VU le Code de la route et notamment l'article R. 417-11,

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription,

VU l'arrêté N°112-2020-VAL en date du 27 mai 2020 portant délégation de fonctions et de signature à Monsieur CHASTEL Grégoire, Maire délégué de la commune déléguée de Couhé,

VU la demande en date du 15/05/2025 émise par DESCHAMPS Christophe demeurant rue de la Mare à Vincent Montaigu, Couhé 86700 VALENCE EN POITOU représentée par Monsieur Christophe DESCHAMPS aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation du stationnement,

CONSIDÉRANT que des travaux de réfection de toiture rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée du stationnement, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 19/05/2025 au 20/06/2025 GRAND RUE (D2),

ARRÊTE

Article 1

À compter du 19/05/2025 et jusqu'au 20/06/2025, le stationnement des véhicules est interdit 1 GRAND RUE (D2) en raison de l'installation d'un échafaudage d'une longueur de 18 mètres. Cette disposition ne s'applique pas aux véhicules de l'entreprise.

Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme très gênant au sens de l'article R. 417-11 du code de la route et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, DESCHAMPS Christophe.

Article 3

De l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Valence-en-Poitou, le 16 mai 2025

Pour le Maire,
Maire délégué de COUHÉ



Grégoire CHASTEL

DIFFUSION:

- DESCHAMPS Christophe
- Service d'Incendie et de Secours de Valence-en-Poitou
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie
- Responsable des Services Techniques

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.